

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en Promotie van Brussel,
F. BERTIEAUX
De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

Nota

(1 Zitting 2023-2024
Stukken van het Parlement – Ontwerp van decreet, nr. 606-1 – Commissieamendement(en), nr. 606-2 – Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 606-3.
Integraal verslag – Bespreking en aanneming – Vergadering van 22 november 2023.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2023/47811]

23 NOVEMBRE 2023. — Décret visant le renforcement de l'efficience et de la qualité des finances et du budget

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications au décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française*

Article 1^{er}. L'article 2 du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française est complété par le 26° rédigé comme suit :

« 26° revue des dépenses : processus qui organise chaque année l'analyse de dépenses existantes inscrites de manière récurrente dans le budget de la Communauté française, des services administratifs à comptabilité autonome ou des organismes administratifs publics de type 1 et 2 visés par le décret du 04 février 2021 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des organismes administratifs publics de la Communauté française, en vue de formuler des options politiques permettant au Gouvernement d'aligner les dépenses sur les priorités du Gouvernement, d'améliorer l'efficacité des programmes et des politiques et de gérer le niveau agrégé des dépenses. ».

Art. 2. À l'article 7, alinéa 1^{er}, 1°, b), du même décret, les mots « par article de base » sont insérés entre les mots « désignées » et « dans ».

Art. 3. À l'article 8, § 4, 2°, du même décret, les mots « par article de base » sont insérés entre les mots « dépenses » et « pour ».

Art. 4. À l'article 25 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « du 1^{er} novembre » sont remplacés par les mots « de la date du vote du décret contenant le budget des dépenses de l'année budgétaire suivante ou de la date de la délibération du Gouvernement en cas d'application de l'article 12, § 1^{er} » ;

2° l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 5. Dans le chapitre 1^{er} du Titre VI du même décret, il est inséré un article 47/1 rédigé comme suit :

« Art. 47/1. - Le Gouvernement arrête les modalités et la gouvernance de la revue des dépenses et désigne le service qui en assure la charge.

Chaque année, le Gouvernement présente dans l'exposé général du budget visé à l'article 9, paragraphe 1^{er}, 1°, les résultats des projets de revue des dépenses menés au cours de l'année écoulée et les projets de revue des dépenses qu'il entend mener pour l'année à venir.

Chaque année, le Gouvernement communique au Parlement, pour le 30 juin au plus tard, un état d'avancement des projets de revue des dépenses en cours. ».

Art. 6. L'article 70 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les revues des dépenses visées à l'article 47/1 s'appliquent aux services administratifs à comptabilité autonome. ».

Art. 7. L'article 79, § 1^{er}, du même décret est complété par le 8° rédigé comme suit :

« 8° d'assurer la cohérence et la concordance des cadres et processus budgétaires et comptables, y compris la cohérence et la concordance des systèmes informatiques d'enregistrement, de traitement et de rapportage des données, entre ceux des entités visées à l'article 3 du présent décret et ceux des entités visées à l'article 3 du décret du 04 février 2021 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des organismes administratifs publics de la Communauté française. ».

CHAPITRE II. — *Modifications au décret du 4 février 2021 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des organismes administratifs publics de la Communauté française*

Art. 8. Dans l'article 3 du décret du 4 février 2021 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des organismes administratifs publics de la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1^{er}, 2°, d), est remplacé par ce qui suit :

« d) Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue (IFPC) créé par l'article 25 du décret du 11 juillet 2002 relatif à l'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue (IFPC) ; » ;

2° le § 1^{er}, 3°, est complété comme suit :

« , ni des SECA visés à l'article 31. » ;

3° le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Par dérogation au § 1^{er}, les dispositions du présent décret, à l'exception de l'article 39, ne s'appliquent pas aux universités, aux Hautes Ecoles libres subventionnées et aux Ecoles supérieures des Arts libres subventionnées, ni au patrimoine des Hautes Ecoles organisées par la Communauté française. » ;

4° au § 3, un alinéa, rédigé comme suit, est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Le Gouvernement peut par délibération motivée empêcher ou suspendre les versements de dotations aux organismes visés au présent paragraphe lorsqu'ils sont en défaut de déposer leur budget. ».

Art. 9. À l'article 18 du même décret, dont le texte actuel formera le paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « , ainsi que le Fonds d'Investissement dans les Entreprises Culturelles St'art, en abrégé St'art, société anonyme et la Radio-Télévision belge de la Communauté française, en abrégé RTBF, instituée par le décret du 14 juillet 1997 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française, » sont insérés entre les mots « Les organismes de type 1 et 2 » et « déposent l'ensemble de leurs avoirs financiers » ;

2° à l'alinéa 2, les mots « sans préjudice du § 2, alinéa 4 » sont ajoutés après les mots « dans le respect de leur autonomie » ;

3° à l'alinéa 4, les mots « à vue » sont insérés entre les mots « tous les comptes » et « de la Communauté française » ;

4° l'alinéa 7 est remplacé par ce qui suit :

« Sauf pour la RTBF et St'art, les placements financiers ou les achats de titres sont interdits, à l'exception des placements sur accord du Ministre du Budget pour la gestion des legs ou la gestion des moyens accordés par des instances européennes ou nationales. » ;

5° un § 2 est ajouté comme suit :

« § 2. Les organismes visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, établissent chaque année un plan annuel de leurs flux d'encaissement et de décaissement ou « plan de trésorerie », qu'ils communiquent au plus tard trois semaines après le début de l'année.

En cas de modification du plan de trésorerie annuel, les organismes précités communiquent leur plan de trésorerie modifié dès que possible et au plus tard trois semaines avant l'exécution des flux de trésorerie modifiés ou sans délai, lorsque le délai de trois semaines ne peut être respecté en raison de circonstances imprévues.

Le Gouvernement arrête les modalités de communication de ces informations.

Lorsqu'un décaissement imprévu est effectué par un organisme précité et entraîne des contraintes importantes pour la gestion de l'Etat global, le Gouvernement est habilité à suspendre ce décaissement après avertissement et selon les modalités qu'il détermine. ».

Art. 10. Dans l'article 20, § 2, du même décret :

1° à l'alinéa 3, le mot « quatre » est remplacé par le mot « trois » ;

2° il est inséré un alinéa 5 rédigé comme suit :

« Pour les organismes de type 1 et 2, le Gouvernement approuve le tableau de correspondance visé à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 11. L'article 32, alinéa 2, du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Les règles minimales reprises à l'article 68 du décret du 20 décembre 2011 telles qu'en vigueur au 1^{er} janvier 2023 sont applicables aux SECA. ».

Art. 12. Dans le chapitre 1^{er} du Titre 8 du même décret, il est inséré un article 50/1 rédigé comme suit :

« Art. 50/1. Les revues de dépenses visées à l'article 47/1 du décret du 20 décembre 2011 s'appliquent aux organismes administratifs publics de type 1 et 2. ».

Art. 13. A l'article 57 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1^{er} est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Le commissaire visé à l'alinéa précédent transmet également son rapport aux organes et acteurs du contrôle et à la Cour des comptes visés à l'article 58.

Sans préjudice de l'application des exceptions à l'obligation du secret visées à l'article 86 de la loi du 07 décembre 2016 portant organisation de la profession et de la supervision publique des réviseurs d'entreprises, l'obligation du secret n'est pas d'application à l'égard des autres acteurs de contrôle concernés et à la Cour des comptes quant aux :

1° échanges d'informations sur la stratégie et la planification de l'audit, le monitoring et l'analyse des risques, le contrôle et le rapportage ainsi que sur les méthodes d'audit entre le commissaire, les autres acteurs de contrôle et la Cour des comptes pour les entités qu'ils ont en commun dans leur domaine de contrôle ;

2° transferts aux autres acteurs de contrôle et à la Cour des comptes d'informations provenant des documents de travail du commissaire pour les entités qu'ils ont en commun dans leur domaine de contrôle. » ;

2° au paragraphe 2, les mots « le commissaire aux comptes » sont remplacés par les mots « le commissaire ou le réviseur d'entreprise » ;

3° au paragraphe 3, les mots « commissaire ou du » sont insérés entre le mot « du » et le mot « réviseur ».

Art. 14. A l'article 58 du même décret, le mot « et » est inséré entre le mot « budgétaire » et les mots « les commissaires ».

CHAPITRE III. — Dispositions abrogatoires et finales

Art. 15. Les articles 15 à 17 et 19 du décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC) sont abrogés.

Art. 16. L'article 25bis du décret du 14 juillet 1997 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF), inséré par le décret du 17 octobre 2013, est abrogé.

Art. 17. L'article 61, alinéa 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études est abrogé.

Art. 18. Les articles 8 à 17 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2024 à l'exception de l'article 17 qui continue à produire ses effets pour l'exécution des budgets approuvés avant l'entrée en vigueur du présent décret et à leur ajustement ainsi que pour l'établissement du compte d'exécution du budget, des comptes généraux et des comptes de comptes relatifs aux années antérieures à l'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 23 novembre 2023.

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des Chances et de la Tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,
F. BERTIEAUX

La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

—
Note

(1) Session 2023-2024

Documents du Parlement – Projet de décret, n° 610-1 – Texte adopté en séance plénière, n° 610-2.

Compte rendu intégral – Discussion et adoption – Séance du 22 novembre 2023.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/47811]

23 NOVEMBER 2023. — Decreet ter versterking van de efficiëntie en de kwaliteit van de financiën en de begroting

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen aan het decreet van 20 december 2011 houdende de organisatie van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap*

Artikel 1. Artikel 2 van het decreet van 20 december 2011 houdende de organisatie van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap wordt aangevuld met een punt 26°, luidend als volgt :

« 26° uitgaveevaluatie : proces dat elk jaar de analyse organiseert van de bestaande uitgaven die op regelmatige basis zijn ingeschreven in de begroting van de Franse Gemeenschap, van de administratieve diensten met autonome boekhouding of van de openbare besturen van type 1 en 2 bedoeld in het decreet van 04 februari 2021 houdende de organisatie van de begroting, van de boekhouding en van de verslaggeving van de openbare besturen van de Franse Gemeenschap, met het oog op het formuleren van beleidsopties die de Regering in staat stellen de uitgaven af te stemmen op de prioriteiten van de Regering, de doeltreffendheid van de programma's en het beleid te verbeteren en het geaggregeerde uitgavenniveau te beheren. ».

Art. 2. In artikel 7, eerste lid, 1°, *b*), van hetzelfde decreet worden de woorden « per basisartikel » ingevoegd tussen de woorden « aangewezen » en « in ».

Art. 3. In artikel 8, § 4, 2°, van hetzelfde decreet worden de woorden « per basisartikel » ingevoegd tussen de woorden « uitgaven » en « voor ».

Art. 4. Aan artikel 25 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1 worden de woorden « van 1 november » vervangen door de woorden « van de datum van de stemming over het decreet houdende de uitgavenbegroting voor het volgende begrotingsjaar of van de datum van de beraadslaging van de Regering indien artikel 12, § 1, wordt toegepast » ;

2° het tweede lid wordt opgeheven.

Art. 5. In hoofdstuk 1 van Titel VI van hetzelfde decreet wordt een artikel 47/1 ingevoegd, dat als volgt luidt :

« Art. 47/1. - De Regering bepaalt de procedures en het beheer van de uitgaveevaluatie en wijst de dienst aan die ermee belast is.

De Regering stelt elk jaar in de algemene begrotingsstaat, bedoeld in artikel 9, eerste paragraaf, 1°, de resultaten voor van de uitgaveevaluatieprojecten van het voorbije jaar en de uitgaveevaluatieprojecten die zij voornemens is voor het komende jaar uit te voeren.

Elk jaar dient de regering uiterlijk op 30 juni bij het Parlement een voortgangsverslag in over de lopende uitgaveevaluatieprojecten. ».

Art. 6. Artikel 70 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid dat als volgt luidt :

« De in artikel 47/1 bedoelde uitgaveevaluaties zijn van toepassing op administratieve diensten met zelfstandige boekhouding. ».

Art. 7. Artikel 79, § 1, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met het volgende punt 8° :

« 8° voor de samenhang en de overeenstemming te zorgen van de budgettaire en boekhoudkundige kaders en processen, met inbegrip van de samenhang en de overeenstemming van de computersystemen voor de registratie, verwerking en rapportering van gegevens, tussen die van de entiteiten bedoeld in artikel 3 van dit decreet en die van de entiteiten bedoeld in artikel 3 van het decreet van 04 februari 2021 houdende de organisatie van de begroting, van de boekhouding en van de rapportering van de openbare bestuursinstellingen van de Franse Gemeenschap. ».

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen aan het decreet van 4 februari 2021 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de openbare bestuursinstellingen van de Franse Gemeenschap*

Art. 8. Aan artikel 3 van het decreet van 4 februari 2021 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de openbare bestuursinstellingen van de Franse Gemeenschap worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, 2°, d) wordt vervangen door :

« d) « Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue (IFPC) », opgericht bij artikel 25 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende het « Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue (IFPC) ; » ;

2° het volgende wordt toegevoegd aan § 1, 3° :

« , noch de SECA's bedoeld in artikel 31. » ;

3° § 2 wordt vervangen door :

« 2 In afwijking van § 1 zijn de bepalingen van dit decreet, met uitzondering van artikel 39, niet van toepassing op de universiteiten, de gesubsidieerde vrije instellingen van hoger onderwijs en de gesubsidieerde vrije instellingen van hoger onderwijs voor kunsten, noch op het erfgoed van de instellingen van hoger onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap. » ;

4° in § 3 wordt tussen de leden 2 en 3 een lid ingevoegd dat luidt als volgt :

« De Regering kan bij met redenen omklede beslissing de uitbetaling van subsidies aan de in deze paragraaf bedoelde organen verhinderen of opschorten indien zij hun begrotingen niet indienen. ».

Art. 9. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 18 van hetzelfde decreet, waarvan de huidige tekst paragraaf 1 zal vormen :

1° in paragraaf 1 worden de woorden « , evenals het « Fonds d'Investissement dans les Entreprises Culturelles St'art », afgekort « St'art », een naamloze vereniging, en « Radio-Télévision belge de la Communauté française », afgekort « RTBF », opgericht bij het decreet van 14 juli 1997 betreffende het statuut van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française, » ingevoegd tussen de woorden « De instellingen van type 1 en 2 » en « al hun financiële activa in bewaring geven » ;

2° in paragraaf 2 worden de woorden « onverminderd § 2, vierde lid » toegevoegd na de woorden « met inachtneming van hun autonomie » ;

3° in paragraaf 4 vervangen de woorden « alle zichtrekeningen » de woorden « alle rekeningen » ;

4° lid 7 wordt vervangen door de volgende tekst :

« Met uitzondering van de RTBF en St'art, zijn financiële investeringen of aankopen van effecten verboden, met uitzondering van investeringen met toestemming van de minister van Begroting voor het beheer van legaten of het beheer van middelen toegekend door Europese of nationale instanties. » ;

5° een § 2 wordt toegevoegd als volgt :

« § 2. De in § 1, eerste lid, bedoelde instellingen stellen een jaarlijks kasstroomplan op dat zij uiterlijk drie weken na het begin van het jaar indienen.

In geval van wijzigingen aan het jaarlijkse kasstroomplan delen de bovenvermelde instellingen hun gewijzigde kasstroomplan zo snel mogelijk mee en niet later dan drie weken voor de uitvoering van de gewijzigde kasstromen, of onverwijld indien de termijn van drie weken niet kan worden gehaald als gevolg van onvoorziene omstandigheden.

De regering bepaalt hoe deze informatie wordt meegedeeld.

Wanneer een onvoorziene uitbetaling wordt gedaan door een van de bovengenoemde organen en aanzienlijke beperkingen veroorzaakt voor het beheer van de staat als geheel, is de regering gemachtigd om deze uitbetaling op te schorten na een waarschuwing en in overeenstemming met de voorwaarden die zij bepaalt. ».

Art. 10. In artikel 20, § 2, van hetzelfde decreet :

1° in lid 3 wordt het woord « vier » vervangen door het woord « drie » ;

2° het volgende vijfde lid wordt ingevoegd :

« Voor type 1 en 2 organisaties keurt de regering de in lid 1 bedoelde concordantietabel goed. ».

Art. 11. Artikel 32, tweede lid, van het decreet wordt vervangen door wat volgt :

« De minimumregels van artikel 68 van het decreet van 20 december 2011, zoals van kracht op 01 januari 2023, zijn van toepassing op SECA's. ».

Art. 12. In hoofdstuk 1 van Titel 8 van hetzelfde decreet wordt het volgende artikel 50/1 ingevoegd :

« Art. 50/1. De uitgavenevaluaties bedoeld in artikel 47/1 van het decreet van 20 december 2011 zijn van toepassing op de openbare besturen van type 1 en 2. ».

Art. 13. In artikel 57 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° aan § 1 worden twee leden toegevoegd, luidend als volgt :

« De in het vorige lid bedoelde commissaris zendt zijn verslag ook toe aan de in artikel 58 bedoelde controle-instanties en aan de Rekenkamer.

Onverminderd de toepassing van de uitzonderingen op de geheimhoudingsplicht bedoeld in artikel 86 van de wet van 07 december 2016 houdende de organisatie van het beroep en het openbaar toezicht op de actoren van de controle, is de geheimhoudingsplicht niet van toepassing op de andere betrokken actoren van de controle en op het Rekenhof met betrekking tot :

1° Uitwisseling van informatie over auditstrategie en -planning, monitoring en risicoanalyse, controle en rapportering en auditmethoden tussen de auditor, de andere controleactoren en het Rekenhof voor de entiteiten die ze gemeen hebben in hun controlegebied ;

2° de overdracht aan andere actoren van de controle en aan het Rekenhof van informatie uit de werkdocumenten van de auditor voor de entiteiten die ze gemeen hebben in hun controlegebied. » ;

2° in paragraaf 2 worden de woorden « de commissaris voor de rekeningen » vervangen door de woorden « de bedrijfsrevisoren » ;

3° In paragraaf 3 worden de woorden « commissaris of van » ingevoegd tussen het woord « van » en het woord « revisor ».

Art. 14. In artikel 58 van hetzelfde decreet worden, in de Franse versie, de woorden « les instances chargées du contrôle administratif et budgétaire, les commissaires aux comptes » vervangen door de woorden « les instances chargées du contrôle administratif et budgétaire, et les commissaires aux comptes ».

HOOFDSTUK III. — *Opheffings- en slotbepalingen*

Art. 15. De artikelen 15 tot en met 17 en 19 van het decreet van 25 oktober 2018 betreffende de « Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC) » worden opgeheven.

Art. 16. Artikel 25bis van het decreet van 14 juli 1997 betreffende het statuut van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) », ingevoegd bij het decreet van 17 oktober 2013, wordt opgeheven.

Art. 17. Artikel 61, eerste lid, van het decreet van 7 november 2013 tot vaststelling van het hoger onderwijslandchap en de academische organisatie van de studies wordt opgeheven.

Art. 18. De artikelen 8 tot en met 17 treden in werking op 1 januari 2024, met uitzondering van artikel 17, dat van kracht blijft voor de uitvoering van de begrotingen die zijn goedgekeurd vóór de inwerkingtreding van dit decreet en voor de aanpassing ervan, alsook voor de opstelling van de rekening voor de uitvoering van de begroting, de algemene boekhouding en de rekeningen van de rekenplichtigen die betrekking hebben op de jaren vóór de inwerkingtreding van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 23 november 2023.

De Ministerpresident, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen en het Toezicht op « Wallonie-
Bruxelles Enseignement »,
F. DAERDEN

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de
Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en de Promotie van Brussel,
F. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

(1) Zitting 2023-2024

Stukken van het Parlement – Ontwerpdecreet, nr. 610-1 – Tekst aangenomen in plenaire vergadering, nr. 610-2.
Integraal verslag – Bespreking en aanneming – Vergadering van 22 november 2023.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/200437]

14 DECEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'annexe 120 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, en ce qui concerne la prise en charge de l'incontinence et de la nutrition au sein des maisons de repos et de soins et des maisons de repos

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, l'article 20;

Vu le Code wallon de l'action sociale et de la santé, l'article 359 alinéa 1^{er};

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu le rapport du 15 décembre 2022 établi conformément à l'article 4, 2^o, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 janvier 2023;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 janvier 2023;